

La classe politique s'empare du débat sur le port de la kippa

Par Afp, le 13/01/2016 à 14h38



Le président du Consistoire de Marseille, Zvi Ammar, à Marseille le 11 janvier 2016 / AFP/Archives

La classe politique s'est emparée du débat engagé dans la communauté juive sur le port de la kippa après l'agression antisémite de Marseille, nombre de responsables appelant mercredi à ne pas céder à la peur et le gouvernement revendiquant sa "responsabilité d'assurer la protection" des citoyens.

"Sur ce sujet, le gouvernement a une responsabilité, il n'a pas à avoir une position. Il a une responsabilité, d'assurer la protection et d'être là pour protéger et dénoncer les actes antisémites, ça c'est sa responsabilité", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll sur iTELE.

Le président du Consistoire de Marseille, Zvi Ammar, a suscité un vif débat dans la communauté juive en préconisant l'abandon du port de la kippa dans les rues de sa ville "jusqu'à des jours meilleurs", au lendemain de l'agression à la machette d'un enseignant juif qui la portait.

"Nous ne devons céder à rien, nous continuerons à porter la kippa", a répliqué le grand rabbin de France, Haïm Korsia.

"On doit la protection aux juifs de France comme à tous les compatriotes, mais aux juifs de France, parce que l'antisémitisme (...) dure malheureusement depuis trop longtemps et a pris des nouvelles formes aujourd'hui", a affirmé M. Le Foll, refusant de faire des "commentaires sur un débat qui est né au sein de la communauté juive".

Pour autant, plusieurs ministres se sont exprimés sur le sujet, comme d'autres responsables politiques, partagés entre compréhension de ce qui peut être considéré comme un appel à la prudence et volonté de ne pas céder à la menace ou à la peur.

- "Les juifs de France doivent se sentir en sécurité" -

"Résistance... Le plus beau mot, c'est la résistance ", a lâché sur LCP Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, après avoir dit qu'elle "entend(ait) le responsable du Consistoire de Marseille".

"Ce n'est sûrement pas le conseil que j'aurais donné à titre personnel. Après, que le président du Consistoire de Marseille cherche à protéger les siens, ça part forcément d'une bonne intention, mais ce n'est pas ce qu'il faut envoyer comme message évidemment, et sûrement pas en ce moment", a déclaré la ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, sur France Inter.

"Comme tout citoyen français, les juifs de France doivent se sentir en sécurité" et doivent "bien entendu" pouvoir porter la kippa dans la rue, avait estimé la veille la garde des Sceaux, Christiane Taubira.

A droite, Brice Hortefeux (Les Républicains) a estimé sur RTL qu'on ne pouvait "pas rester sans rien modifier à son comportement face à ces actes innommables", mais a dit partager la conviction du grand rabbin de France, "renoncer, c'est céder".

"Si on baisse les bras, si on baisse la tête, si les juifs à Marseille renoncent à porter leur kippa, la France ne sera plus vraiment la France", a renchéri sur RMC et BFMTV Xavier Bertrand.

"Je considère qu'un juif peut porter la kippa, un chrétien une croix, tel ou tel porter un signe distinctif. Personnellement, je me battrais pour qu'un juif puisse porter la kippa, et cela il faut le protéger", a dit le président du Sénat, Gérard Larcher.

En déplacement en Moselle, Alain Juppé a jugé "intolérable" que "nos compatriotes soient obligés de se cacher".

Le président du MoDem François Bayrou a lui fait part de sa "très grande tristesse" sur Radio Classique. Les représentants du Consistoire de Marseille "ont eu le sentiment qu'il y avait des risques (...), mais la France c'est le fait de vivre ensemble, des femmes et des hommes, des communautés d'origines différentes qui sont réunies dans le même amour d'un idéal".

Afp